

L'AGET-FSE

L'Association Générale des Etudiants de Toulouse est la section locale de la Fédération Syndicale Etudiante. Elle est présente sur les trois campus toulousains (Mirail, Paul Sabatier, Arsenal/IEP).

Nous formons **un syndicat de lutte**. Nous pensons que **seule la lutte collective** et massive peut nous permettre de préserver nos droits et d'en gagner de nouveaux. Nous sommes opposés à la cogestion car **il n'y a rien à gagner en collaborant avec l'administration et le gouvernement**.

SUD-Etudiant Mirail

Sud-étudiant-e-s est un syndicat qui s'attache à développer **un syndicalisme alternatif et démocratique** au service des étudiant-e-s. Nous favorisons la construction du rapport de force. Afin de contrer la casse de nos conditions d'études et de vie. Nous luttons pour **l'élaboration d'un contre projet pour l'université**. Nous sommes membre de l'union syndicale solidaire (**sud-rail, sud-ptt...**) parceque nous pensons que la construction de liens avec les autres secteurs est essentielle pour faire gagner les **luttons d'ensemble** et travailler à la **transformation de la société**. Nous devons tous et toutes se battre pour des causes communes (écologie, féminisme, anti-racisme...)

Bilan d'activités

Nous aidons les étudiant-e-s pour tout problème individuel ou collectif : logement, bourses, inscription, report de notes, dossier pour les étudiants étrangers...

Nous luttons contre la mise en place de mesures sélectives et inégalitaires touchant aussi bien les UFR que l'ensemble de l'université : contre la suppression de la session de septembre et pour le maintien de la compensation annuelle.

Nous construisons des mobilisations au niveau national contre la privatisation de l'université et la dégradation de nos conditions de vies et d'études : mouvement contre le LMD-ECTS, LEC/CPE et LRU...

Prochainement nous lancerons une campagne pour des crèches gratuites et publiques sur les campus et pour les transports gratuits.

Non à la privatisation des universités . Retrait des réformes Iopri Imd-ects Iru et Le Plan « Réussir en Licence » . Non à la sélection sociale . Pour une université publique, gratuite, laïque, critique et ouverte à tous et toutes . Pour un réengagement financier de l'état dans l'enseignement supérieur . Maintien du cadre national des diplômes . Egalité étudiant-e-s français-es et étrangers-ères . Une carte étudiante = une carte de séjour . Titularisation de tous-tes les enseignant-e-s et personnel précaires

Les 8 et 9 Avril 2008

SOUTENEZ LE SYNDICALISME DE LUTTE !

VOTEZ ET FAITES VOTER

Solidaires
Sud
étudiant

AGET
FSE
Fédération Syndicale Etudiante

Elections aux Conseils Centraux



**Contre la sélection sociale.
Pour une université critique,
publique et gratuite**

Solidaires
Sud
étudiant

Les 8 et 9 avril 2008, vous allez élire les "représentant-e-s" étudiant-e-s dans les conseils centraux (Conseil d'Administration, Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, Conseil Scientifique).

Dans les faits, **ces conseils n'ont qu'un pouvoir très limité**: ils agissent dans le cadre étroit des maigres financements octroyés par l'Etat.

Ensuite, ces conseils ne sont que les chambres d'enregistrement des projets élaborés par une administration aux ordres du gouvernement. De plus, **la représentation étudiante y est plus que minime: en réalité les élu-e-s étudiant-e-s n'ont que peu d'influence**. L'aspect non-démocratique de ces conseils est aujourd'hui renforcé par la mise en place de la LRU (plus de pouvoirs au président et baisse du nombre d'élue-e-s étudiant-e-s...).

Enfin, la pénurie (personnels, financements...) est tellement importante que les membres de **ces conseils se retrouvent à gérer la misère**.

POURQUOI ON SE PRESENTE ?

Pour y récolter les informations (stages obligatoires, évolution des diplômes...) afin d'anticiper la dégradation de nos conditions d'études et d'organiser la riposte.

Pour obtenir l'argent nécessaire à notre activité militante: tirer des tracts et des affiches, organiser des campagnes d'information et de mobilisation pour améliorer nos conditions de vie et d'étude.

Pour y être le relais des luttes étudiantes.



POURQUOI UNE LISTE SUD/AGET-FSE ?

Etant d'accord sur notre vision du syndicalisme de lutte et la démarche vis à vis des élections étudiantes, nous avons jugé nécessaire de présenter une liste commune afin d'éviter la dispersion. De plus, dans **l'optique d'unité primordiale à la construction de mobilisations**, nos deux structures travaillent désormais main dans la main.

A terme, l'objectif est d'aboutir à **la fusion entre nos deux syndicats**. Fusion nécessaire à la mise en place d'un rapport de force nous permettant d'imposer nos revendications

Privatisation de l'enseignement supérieur

Ces 30 dernières années, **les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de casser le service public de l'enseignement supérieur** (processus européen de Bologne), notamment en organisant la pénurie budgétaire. Prétendant la lutte contre le chômage, les contre-réformes se sont mises en place. Soyons clairs, **l'Université n'est pas responsable du chômage mais c'est le système capitaliste lui même qui a intérêt à faire pression sur les salaires pour satisfaire les profits d'une minorité.**

La loi LRU, élément le plus récent de ce processus, a un objectif principal, celui de renforcer les inégalités sociales : en accentuant la dépendance des universités à l'égard du patronat local (augmentation de leurs représentants dans les conseils et financements privés), en précarisant toujours plus les personnels, en permettant la sélection des lycéen-e-s à l'entrée des facs.

De plus, Péresse, au lieu de répondre à nos revendications, a annoncé la mise en place du **Plan "Réussir en Licence" qui continue la destruction des droits étudiants** : sélection entre L3 et M1, plan de sélection des lycéen-e-s, accentuation de la professionnalisation (stages obligatoires en 3ème année).

Le processus de privatisation des universités passe par des réformes structurelles : mise en concurrence des facs (LMD-ECTS), **main mise du patronat sur les cursus universitaires** (casse du cadre national des diplômes donc des **conventions collectives** qui leur sont attachés sur le marché du travail), **sélection sociale par l'augmentation des frais d'inscription**. Nous revendiquons pour notre part une Université publique, gratuite, ouverte à tous et toutes.

L'UFR DE PSYCHO : PILOTE DE LA SELECTION A L'UNIVERSITE

Inscriptions par internet, rigidité de l'aide administrative, absences limitées à deux justifiées (sous peine d'être automatiquement renvoyé en septembre), non-considération du certificat médical et du contrat de travail: ces mesures administratives draconiennes ont pour but d'épurer en organisant l'échec et la sélection sociale. A ce sujet, le directeur de l'UFR a annoncé clairement que les étudiant-e-s devaient faire un choix entre étudier et travailler. Malheureusement, un-e étudiant-e sur deux travaille...par nécessité...

Par ailleurs, ce même UFR vient de réaménager illégalement (sans l'accord ministériel) la plaquette du M1 entraînant ainsi la diminution des heures de l'UE 40 au profit de stages. Cette UE est fondamentale dans la formation des étudiant-e-s et en particulier pour passer des concours.

Ces méthodes sont cette année testées en psychologie pour mieux être appliquées à tous les UFR par la suite. Nous devons nous y opposer fermement et exiger une université critique et ouverte à tous-tes.

Bilan du mouvement LRU (loi sur « les libertés et responsabilités des universités »)

A la mi-juin, le gouvernement annonce le vote de la loi durant l'été. Face notamment à l'UNEF et la Cé, qui ont contribué à sa mise en place en allant la négocier au mois de juillet, nous avons fait preuve, dans la lignée du mouvement anti-LEC/CPE, d'une combativité irréprochable.

Même si l'objectif primordial en terme de revendications était, et reste, le retrait sans condition de la LRU, les étudiant-e-s ont très vite élargi leurs revendications pour combattre une logique d'ensemble et créer **un véritable rapport de force à hauteur de la lutte à mener**. Au final, à la mi-décembre, **c'est plus de 60 universités (sur 85) qui se sont mises en grève**, dont plus de 40 avec piquets de grève. Le mois de novembre a notamment vu **des centaines de milliers de travailleurs-euse-s, d'étudiant-e-s et de lycéen-e-s descendre dans la rue pour s'opposer fermement à la vague d'attaques contre leurs acquis sociaux**. Comme nous avons déjà fait le bilan au sortir du mouvement anti-LEC/CPE, la répression policière, judiciaire et administrative est là pour intimider les contestataires. S'ajoute à cela l'action de certains syndicats cogestionnaires pour empêcher de se mettre en grève et de s'organiser face à la privatisation de l'Université.

CONTRE LA SUPPRESSION DE LA SESSION DE SEPTEMBRE:

Depuis la mise en place du LMD ECTS l'administration essaie de déplacer la session de rattrapage de septembre en juin. Cette volonté a été deux fois repoussée par des mouvements étudiants en 2003 et 2005. Aujourd'hui cette question est de nouveau à l'ordre du jour hors le déplacement des rattrapages en juin ne permet pas une réelle seconde chance pour les étudiants. En effet l'échéance de temps disponible pour réviser entre la fin des partiels de mai et le début des rattrapages serait alors beaucoup trop courte. Sud et l'AGET s'oppose donc à la suppression de la session de septembre.

Pas de flics sur les facs !



Depuis quelques semaines, sous prétexte d'insécurité aux abords de la fac les CRS et la police nationale occupent la place entre le métro et l'entrée de la fac voir même le campus lui même (la présidence cautionnant ainsi le dispositif en donnant son autorisation). De fait, cette présence relève plus d'une volonté de contrôle des étudiant-e-s sans papiers et de pression sur les habitant-e-s du quartier que d'un réel acte de protection. Nous devons lutter contre la répression policière et exiger qu'une carte étudiante = une carte de séjour.